

# Enquête financière – Troisième trimestre 2003

## Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

## Vue d'ensemble

Les principales évolutions financières intervenues au cours du troisième trimestre 2003 peuvent être résumées comme suit :

- les taux débiteurs pratiqués par les établissements bancaires ont légèrement diminué pour l'ensemble de la clientèle ;
- les conditions créditrices se sont également détendues, notamment pour les particuliers ;
- les marges bancaires se sont quelque peu réduites, en dépit d'un relèvement des prix des services.

### *Situation des entreprises et des particuliers*

Selon les établissements bancaires interrogés, la situation de la trésorerie des entreprises s'est détendue, en particulier pour les grandes entreprises.

Les crédits à moyen et long termes ont faiblement progressé afin de financer une timide reprise des investissements.

Le patrimoine financier des particuliers s'est renforcé, en liaison, notamment, avec la revalorisation des portefeuilles.

Les taux très attractifs ont favorisé un recours accru aux prêts à court et moyen termes, entraînant une légère progression de l'endettement des ménages.

Au quatrième trimestre 2003, les établissements de crédit s'attendent à un raffermissement de la demande globale de crédits.

*Direction de la Conjoncture  
Service des synthèses conjoncturelles*

## 1. Le comportement des établissements de crédit

Au cours du troisième trimestre, la concurrence entre les établissements de crédit est jugée, dans l'ensemble, plus vive qu'au deuxième trimestre, notamment en ce qui concerne la distribution de crédits accordés aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers.

On observe une baisse de la rémunération des placements, notamment pour les particuliers, sensiblement plus marquée que celle enregistrée pour les conditions débitrices.

Les prix des services ont été légèrement revalorisés, notamment en ce qui concerne les entreprises.

Les marges bancaires ont peu varié par rapport au trimestre précédent.

Au cours des prochains mois, selon les établissements bancaires interrogés, une progression plus soutenue de la demande de crédit devrait être observée, grâce, notamment, à une légère reprise des investissements émanant des entreprises et au dynamisme persistant de la demande de crédits immobiliers aux particuliers.

### Le comportement des établissements de crédit

	<i>(solde des opinions)</i>							
	2001				2002			
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Rémunération des placements								
des particuliers	- 10	8	1	- 14	- 26	- 23	- 26	- 26
des entreprises	- 12	3	2	- 16	- 26	- 24	- 29	- 18
Taux des crédits								
aux particuliers	- 19	17	- 5	- 38	- 44	- 43	- 54	- 5
aux entreprises	- 19	21	6	- 18	- 36	- 21	- 43	- 4
Prix des services								
aux particuliers	3	8	14	16	19	16	9	5
aux entreprises	5	7	14	17	11	18	4	8
Marges bancaires	5	- 8	- 7	3	- 1	- 16	- 9	- 4
Évolution prévue de la demande de crédit	1	15	18	- 3	14	5	18	22

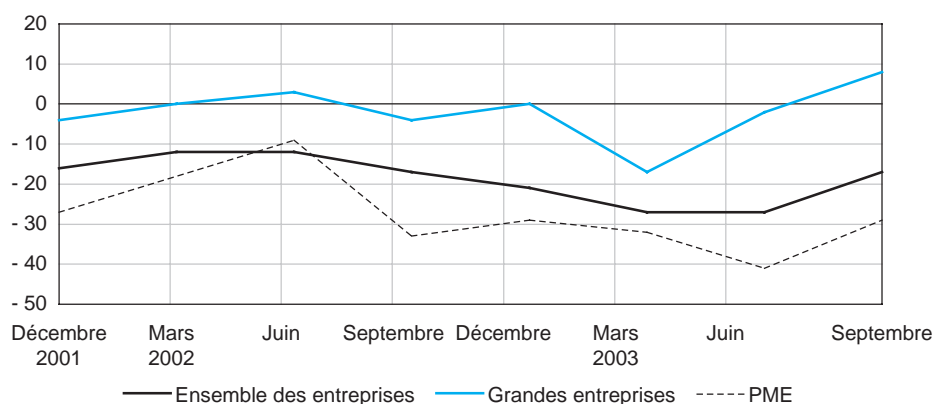
## 2. Le comportement des entreprises

### Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'ensemble des entreprises

	2001	2002	2003					
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Situation de trésorerie en fin de période								
Ensemble des entreprises	- 16	- 12	- 12	- 17	- 21	- 27	- 27	- 17
Grandes entreprises	- 4	0	3	- 4	0	- 17	- 2	8
PME	- 27	- 18	- 9	- 33	- 29	- 32	- 41	- 29
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	- 15	- 6	- 8	- 31	- 21	- 21	- 15	- 23
Grandes entreprises	- 11	1	- 6	- 18	- 4	- 16	3	11
PME	- 18	- 10	- 11	- 35	- 27	- 24	- 16	- 26
Difficultés de paiement	12	6	16	23	21	17	17	15
Résultats bruts d'exploitation	- 35	- 27	- 29	- 37	- 31	- 41	- 41	- 39
Besoins en fonds de roulement	24	15	31	16	20	18	11	14
Investissements globaux	- 38	- 34	- 18	- 56	- 16	- 60	- 16	- 13
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	17	- 1	21	3	18	- 12	7	8
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	- 30	- 20	- 7	- 35	- 13	- 43	- 13	6
Situation de l'endettement global	- 1	- 1	0	- 4	2	- 1	2	8
Dépôts à vue (encours moyen)	9	11	- 1	- 8	- 8	- 24	- 1	2
Placements nouveaux liquides	- 6	- 11	- 10	- 26	- 12	- 25	- 13	- 15
Placements nouveaux en titres négociables	- 3	- 2	- 11	- 21	- 14	- 22	- 2	1
dont : Titres d'OPCVM	- 1	4	- 6	- 14	- 12	- 19	- 2	6
Évolution prévue de la demande de crédit de trésorerie	22	14	17	10	18	10	16	19
Évolution prévue de la demande de crédit à moyen et long termes	- 11	7	11	- 28	- 1	- 16	4	12

### Situation de trésorerie des entreprises

(solde d'opinions – séries brutes)



Les trésoreries des entreprises se sont détendues, davantage pour les grandes entreprises que pour les petites et moyennes.

Au cours des prochains mois, les trésoreries des grandes entreprises devraient continuer de s'améliorer alors que celles des petites et moyennes seraient appelées à se resserrer.

Les résultats bruts d'exploitation ont légèrement moins reculé qu'aux trimestres précédents.

Afin de financer la progression des besoins en fonds de roulement, les autorisations nouvelles et les renouvellements de crédits à court terme se sont inscrits en hausse pour le deuxième trimestre consécutif.

Les difficultés de paiement ont augmenté légèrement, particulièrement dans les petites et moyennes entreprises.

Après plusieurs trimestres de repli, les investissements ont légèrement progressé, entraînant une augmentation des utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes, destinées essentiellement à des opérations de renouvellement de matériel ; les investissements de capacités de production demeurent rares.

L'endettement global a légèrement progressé par rapport au trimestre précédent mais les utilisations restent toujours largement inférieures aux autorisations.

Les placements des entreprises se caractérisent par une grande stabilité et se traduisent toujours par une aversion forte pour le risque. Les disponibilités sont majoritairement orientées vers des placements en OPCVM monétaires.

Au cours des prochains mois, les établissements de crédit prévoient un recours plus important aux crédits à court terme, notamment de la part des petites et moyennes entreprises. Les demandes de crédit à moyen et long termes pourraient également s'accroître au quatrième trimestre, si se confirme le redressement du courant d'investissement, que les perspectives d'activité laissent présager.

### 3. Le comportement des particuliers

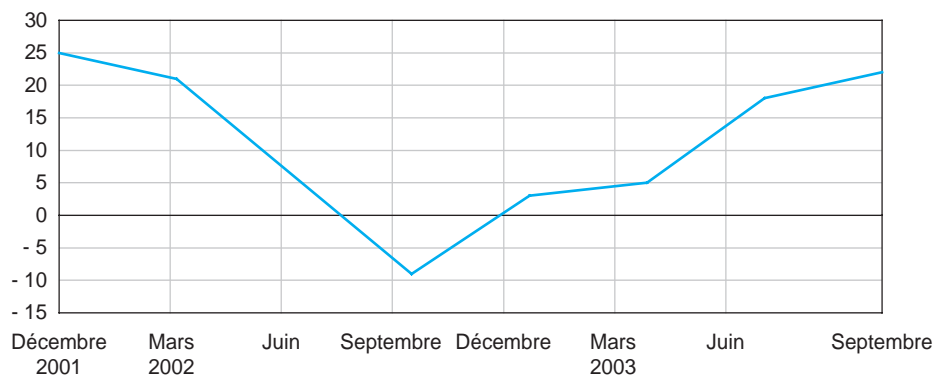
#### 3.1. Les comportements d'épargne

##### Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2001	2002	2003					
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Situation du patrimoine financier	25	21	6	-9	3	5	18	22
Encours moyen des dépôts à vue	59	35	40	33	29	7	21	16
Encours moyen des livrets	37	33	17	49	34	49	45	16
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôt	-12	-6	-9	-7	-30	-25	-36	-33
Placements nouveaux en PEL	25	34	25	38	46	11	0	10
Placements nouveaux en PEP	-28	-23	-34	-31	-25	-13	-24	-13
Placements en actions	-21	-21	-68	-93	-57	-61	-34	-17
Placements en obligations	-11	-10	-12	-18	-16	-13	-12	-14
Placements en OPCVM court terme	8	11	5	-7	-8	-5	-3	-1
Placements en autres OPCVM	-3	8	-17	-21	-15	-10	-3	8

## Patrimoine financier des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



Au troisième trimestre, le patrimoine financier des ménages s'est de nouveau renforcé, notamment sous l'effet d'une revalorisation des portefeuilles.

La progression des encours moyens des livrets a sensiblement ralenti au cours du trimestre, en raison de la baisse des taux des livrets A, intervenue le premier août. Les arbitrages des ménages ont favorisé les placements en assurance vie et, dans une moindre mesure, les PEL. Les placements nouveaux en PEL, notamment, qui avaient souffert de la nouvelle législation sur le paiement de la prime d'État, ont été soutenus par la politique commerciale active menée par de nombreux établissements de crédit.

Les placements nouveaux en actions, en obligations, ainsi qu'en OPCVM court terme ont continué de régresser, à un rythme toutefois moins rapide qu'aux trimestres précédents.

Les PEP ont été supprimés en septembre 2003.

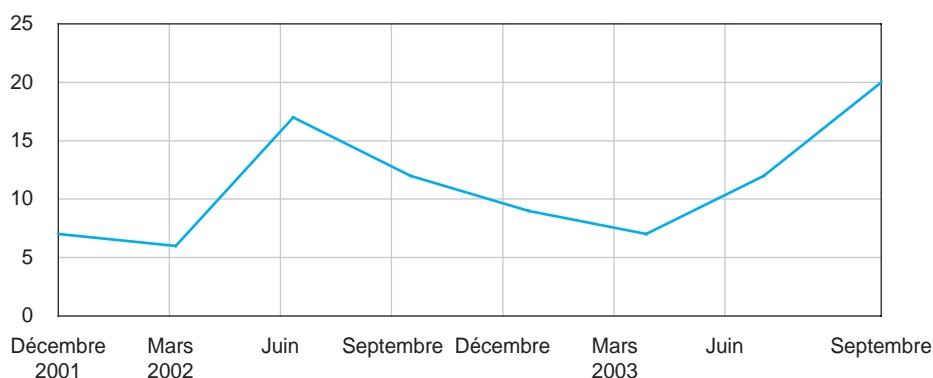
### 3.2. Les comportements d'endettement

#### Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'endettement des particuliers

	2001	2002			2003			
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Situation de l'endettement global	7	6	17	12	9	7	12	20
Difficultés de paiement	3	3	9	9	11	10	7	7
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	22	9	14	7	8	- 3	19	21
Utilisations nouvelles de prêts personnels	28	11	29	16	15	10	30	22
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	21	33	60	45	38	46	65	62
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	7	23	22	16	15	17	14	14
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	5	28	22	17	19	33	32	26

#### Endettement global des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



Globalement, le niveau de l'endettement des ménages a progressé et les difficultés de paiement se sont légèrement accrues.

Les utilisations nouvelles de prêts personnels ainsi que les autorisations et les renouvellements de crédits de trésorerie ont augmenté, en raison, d'une part, de taux très attractifs et, d'autre part, d'actions commerciales menées par les établissements de crédit.

Au cours du trimestre, l'utilisation des prêts immobiliers a poursuivi sa progression compte tenu des taux d'intérêt attractifs et de l'allongement de la durée des prêts.

Les prévisions des établissements interrogés sont plutôt confiantes pour la période à venir : au cours des prochains mois, la demande de crédit devrait continuer de progresser, mais les crédits immobiliers augmenteraient moins rapidement.